

Plus de justice, pour autant que j'en sois bénéficiaire !

Le projet de réforme à l'étude actuellement par les pays du G20 et de l'OCDE en matière d'imposition internationale des entreprises vise à imposer les bénéfices là où les activités qui les ont générés ont été effectuées. Pour l'OCDE, il s'agit ainsi d'empêcher les multinationales de transférer les bénéfices d'un pays à un autre pour contourner l'impôt.

Ce postulat de départ paraît logique et équitable à toute personne qui veut bien y réfléchir avec un certain recul. Ainsi, les pays producteurs de matières premières seraient bénéficiaires directs des impôts des entreprises qui exploitent ces matières premières. De nombreux pays en voie de développement pourraient disposer d'un Etat digne de ce nom, en assumant enfin les tâches de santé, éducation, infrastructures, environnement, énergie, ... au service de leur population.

Par contre, la réaction des « privilégiés » actuels ne s'est pas faite attendre :

- notre gouvernement annonce une perte potentielle de 5 milliards de francs, car notre pays abrite nombre de multinationales qui profitent de notre système fiscal attractif et évitent la fiscalisation là où les bénéfices sont réalisés, souvent dans les pays du sud. Pour l'instant, la Suisse a décidé de ne pas s'opposer frontalement à ces démarches ; elle freinera cette réforme tant qu'elle peut : Le ministre des Finances Ueli Maurer compte participer aux discussions afin d'éviter le pire et de chercher à créer une alliance d'Etats partageant les mêmes idées, comme l'Irlande.
- L'initiative « **Pour des multinationales responsables** » sur laquelle votera le peuple prochainement pourra, je l'espère mettre de l'ordre sur cette question pour la Suisse !
- La France est le fer de lance en Europe pour fiscaliser localement les GAFA (Google Amazon Facebook Apple) sur les bénéfices qu'elles réalisent dans chaque pays. Réponse des Etats-Unis : Trump menace d'augmenter les taxes sur les vins français !

Tous les partis qui appellent à lutter contre la migration sud / nord devraient pourtant lutter pour cette réforme, qui permettrait enfin aux pays du sud de jouer dans la même ligue et d'offrir un futur à leur population !

Josiane Aubert, ancienne Conseillère nationale, la Vallée